

Zeitschrift: Schutz und Wehr : Zeitschrift der Gesamtverteidigung = revue pour les problèmes relatifs à la défense intégrale = rivista della difesa integrale
Herausgeber: Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft; Schweizerische Gesellschaft der Offiziere des Territorialdienstes
Band: 33 (1967)
Heft: 11-12

Vereinsnachrichten: SGOT : Schweiz. Gesellschaft der Offiziere des Territorialdienstes

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Problèmes territoriaux

La dissolution des gardes locales

Le Département militaire fédéral a publié récemment le communiqué suivant:

«Au cours de la revision de l'organisation des troupes de 1961, le Conseil fédéral avait décidé de dissoudre les formations des gardes locales au 31 mai 1967. Cette mesure a été sanctionnée légalement par un arrêté du 18 septembre 1967, qui abroge les bases juridiques des gardes locales. Ainsi disparaît une institution militaire qui a contribué largement, pendant plus d'un quart de siècle, à la défense du pays.

Des volontaires!

C'est au printemps 1940, alors qu'une lourde menace militaire pesait sur notre pays, qu'il est apparu nécessaire d'appeler à sa défense le plus grand nombre possible de citoyens aptes au combat. Ce furent notamment des hommes qui n'étaient plus incorporés dans la troupe en raison de leur âge, leur état de santé, ou qui étaient libérés du service pour d'autres raisons, qui demandèrent instamment d'être armés pour contribuer à la défense nationale, ne fut-ce que dans des formations complémentaires. Le 7 mai 1940, soit trois jours avant le début de l'offensive allemande en direction de l'ouest, le Conseil fédéral donna au général l'autorisation d'instituer les gardes locales sous forme d'organisations volontaires.

Contre toute attente, des hommes de toutes les classes d'âge s'annoncèrent en grand nombre pour les gardes locales; il fut même parfois nécessaire de freiner le recrutement, les armes et les équipements faisant défaut. Le 1er janvier 1941, sept mois après leur création, la Suisse comptait déjà 2835 formations de gardes locales disposant de 127 563 hommes. Il est hors de doute que la détermination spontanée de tous les citoyens disponibles de participer à la défense armée du pays n'ait pas manqué, à l'époque, d'impressionner les puissances belligérantes.

Durant le service actif, les gardes locales ont rendu de précieux services et, en cas d'attaque de notre pays, elles auraient renforcé de façon appréciable notre défense militaire. Leurs tâches consistaient moins en des opérations de combat proprement dites, qu'à surveiller tout d'abord des ouvrages importants situés hors des secteurs de la troupe, à placer des barrages et des

obstacles sur les voies importantes de communication et à surveiller des zones peu ou faiblement occupées par la troupe; plus tard elles eurent en outre pour tâche de garder les internés.

Formations territoriales

Après la guerre, la question du maintien des gardes locales s'est posée. Eu égard aux précieux services qu'elles pouvaient rendre, elles prirent, après une solution transitoire décidée le 21 mai 1946, une nouvelle forme en vertu de l'arrêté du Conseil fédéral du 7 juin 1949: Les gardes locales devinrent des formations du service territorial, chargées de tâches territoriales et de défense dans des localités et entreprises. Elles étaient formées d'hommes du service complémentaire, dont les autres formations de l'armée pouvaient se passer. Les gardes locales étaient des formations cantonales, dont l'organisation et les effectifs étaient dictés par les exigences locales respectives.

Les premières difficultés dans le maintien des gardes locales apparurent lorsque, au cours des années de l'après-guerre, la relève en soldats des gardes locales diminua de plus en plus. En 1954 déjà, à la suite de départs massifs et notamment en raison du faible recrutement de complémentaires, de nombreuses formations de gardes locales durent fusionner et leur zone de recrutement fut élargie. Ainsi, le maintien des gardes locales, initialement destinées, comme formations statiques, à la garde des localités, fut remis en question. L'abaissement par étape à 50 ans d'âge de l'obligation de servir, décidé par l'organisation des troupes de 1961, n'apporta pas d'amélioration au problème des effectifs des gardes locales malgré l'apport accru d'hommes du landsturm, de sorte que leur dissolution devint inévitable.

Que deviennent les GL libérées?

Les effectifs des formations des gardes locales, aujourd'hui dissoutes, serviront à constituer des détachements cantonaux de police auxiliaire, qui seront mis à la disposition des cantons pour renforcer la police civile en cas de guerre, ainsi qu'à créer des détachements cantonaux de surveillance, qui sont prévus

pour assumer des missions de garde dans les villes de Zurich, Berne, Bâle et Genève; dans ces grands centres, ils prendront la relève des anciennes formations de surveillance des gardes locales; ils seront subordonnés directement au commandant de ville, à Genève au commandant de l'arrondissement territorial.

Notre commentaire

Pour le service territorial, la disparition d'une grande partie des gardes locales signifie en tout premier lieu un affaiblissement de ses possibilités d'intervention sur le plan local. Sans surestimer la valeur intrinsèque d'une telle troupe et son potentiel combattif limité, il faut déplorer cette démobilisation d'une force militarisée qui, dans certains domaines bien dé-

finis (tels que l'observation, le renseignement, la garde, le service des liaisons, etc.), aurait pu continuer de rendre d'appréciables services dans le cadre territorial et renforcer son dispositif.

On aurait pu, semble-t-il, laisser intact au moins le noyau d'officiers et de sous-officiers de ces gardes locales, pouvant constituer un élément restreint, mais fort utile au service de renseignement et d'information territorial, connaissant parfaitement les conditions locales et aptes à se renseigner et à informer rapidement en cas de besoin. Après l'amputation sévère des compagnies territoriales, la nouvelle perte qu'éprouve l'organisation territoriale par la suppression du réseau des gardes locales nous fait mieux mesurer le manque d'une «doctrine territoriale» bien définie, qui permettrait d'éviter des erreurs d'appréciation aussi manifestes.

Major H. Fæsi

Armee und Kulturgüterschutz

Von Oberstleutnant Bruno Meyer, Armeestab

III

(In zwei ersten Artikeln legte der Verfasser die völker- und landesrechtlichen Bestimmungen dar, die zur Zweiteilung des Kulturgüterschutzes bei uns geführt haben. Einesteils hat die Armee schützende Verpflichtungen zu erfüllen, andererseits hat die zivile Organisation des Kulturgüterschutzes ebenfalls obligatorische Vorkehrungen zu treffen. Der dritte und letzte Teil beschließt die praktischen Folgerungen und Forderungen in bezug auf die Armee.)

Um in der Kampfzone, die gegebenenfalls sogar das ganze Land umfasst, die Zusammenarbeit aufrechtzuerhalten und den Uebergang von Kulturgütern von einer Kriegspartei zur andern (der sich mehrfach wiederholen kann) geordnet ablaufen zu lassen, bedarf der Kulturgüterschutz elementarer Kenntnisse unserer eigenen Truppen und der Streitkräfte der Nachbarstaaten. Die Armee ihrerseits hat eine Art von Verbindungsglied zu schaffen, nämlich gemäss der Haager Konvention «bereits in Friedenszeiten... Dienststellen oder Fachpersonal vorzubereiten oder einzugliedern, mit der Aufgabe, über die Respektierung des Kulturgutes zu wachen und mit den für dessen Sicherung verantwortlichen zivilen Behörden zusammenzuarbeiten». Voraussetzung eines guten Zusammenwirkens in schwierigen Lagen ist aber, dass nicht nur Fachleute der Armee am richtigen Ort vorhanden sind, sondern dass auch der zivile Kulturgüterschutz eine Organisation erhält, die eine übersichtliche Unterstellungsordnung besitzt. Es genügt also nicht, wenn der Entwurf der Vollziehungsverordnung zum Bundesgesetz über den Kulturgüterschutz als einziges Organ die Gruppe nennt. Der zivile Kulturgüter-

schutz muss je nach der Grösse des Kantons und dem Umfang der Kulturgüter (z. B. Denkmalzentren) stärker und vielfältiger gegliedert sein.

Das gemäss der Haager Konvention von der Armee zu stellende Verbindungsglied zwischen den kämpfenden Streitkräften und den neutralisierten Organen des Kulturgüterschutzes hat eine doppelte Aufgabe. Auf der einen Seite muss es darüber wachen, dass die völkerrechtlichen Verpflichtungen von der bewaffneten Macht eingehalten werden, auf der andern dafür sorgen, dass die Truppe durch unsachgemässe Einwirkung keinen Schaden zufügt. Die rechtliche Aufgabe ist nur bei den oberen Kommandostäben zu lösen. Sofern ihnen die notwendigen Unterlagen über den Umfang, die Lage und den Charakter der unter Schutz gestellten Kulturgüter zur Verfügung gestellt werden, können die vorhandenen Offiziere für Völkerrecht und die mit der Sorge für das Kriegsrecht betrauten Adjutanten, da wo jene fehlen, den Kulturgüterschutz mitbetreuen. Die zweite, praktisch viel wichtigere Aufgabe aber verlangt Sachkenntnisse und Anwesenheit an Ort und Stelle. In den Kampfzonen müssen Armeeorgane vorhanden sein, die die eigenen Truppen überwachen und anleiten, wie Schäden an den Kulturgütern während den Kampfhandlungen vermieden werden können. Alle Erfahrungen zeigen, dass es bei der Wahrung der Kulturgüter entscheidend ist, ob sich beim Kampf in deren Umgebung und bei Schäden jemand bei den Objekten selbst aufhält, der mit diesen umzugehen weiss. Da die Kulturgüter bekannt sind, und das Kampfgeschehen in den Stäben laufend verfolgt wird, ist es möglich, fachkundige Offiziere an die Brennpunkte zu schicken, die dann an der Front dafür sorgen, dass die eigenen Truppen die Kulturgüter respektieren. Nur

wenn diese Fachoffiziere für Kulturgüterschutz vorhanden sind, erfüllt unsere Armee die Verpflichtung, die unser Land mit dem Beitritt zur Haager Konvention übernommen hat.

Fachleute, die, um sich durchzusetzen, bewährte Offiziere sein müssen, stehen unserer Armee nur in beschränkter Zahl zur Verfügung. Es wäre daher völlig unzweckmässig, sie auf die ganze Armee zu verteilen, mit ihnen die Stäbe zu belasten und nur das Fehlziel zu erreichen, dass sie stets dort fehlen würden, wo man sie dringend benötigt. Für die auf das ganze Land verteilten Schäden durch Fern- oder Luftwaffen wäre es zweckmässig, den Territorialbrigaden des Mittellandes einen Fachoffizier zuzuteilen. Alle übrigen aber sollten zur Verfügung des Armeekommandos stehen, um je nach der Lage an die Brennpunkte des Kampfes abkommandiert werden zu können. Ihren Anschluss würden sie in den Kampfeinheiten immer sofort bei den mit der Wahrung des Völkerrechts betrauten Offizieren finden, und dieser Kontakt sollte bereits in der Ausbildung im Frieden bei Vorträgen und gemeinsamen Kursen hergestellt werden.

Zuletzt muss nun noch die Frage der Ausbildung zur Sprache kommen. Gemäss der Haager Konvention ist die Schweiz verpflichtet, in die militärischen Dienstvorschriften Bestimmungen über die Wahrung des Uebereinkommens aufzunehmen und den Angehörigen der Armee Achtung vor der Kultur und dem Kulturgut aller Völker beizubringen. Davon ist die erste Aufgabe leicht, die zweite aussergewöhnlich schwer. Erstens ist der Sinn für Kulturgüter nicht in allen Bevölkerungsteilen entwickelt, und zweitens erfolgt die militärische Ausbildung der jungen Männer gerade in dem Lebensalter, wo der Sinn für die kulturellen Werte im allgemeinen am tiefsten steht. Wie überall in der Armee muss die Schulung oben beginnen. Ich würde es persönlich daher für richtig halten, wenn der Ausbildungschef der Armee vorschreiben würde, dass bei jedem längeren Ausbildungsdienst von Offizieren eine Führung durch ein Kulturdenkmal mit anschliessender Orientierung über den Kulturgüterbestand der Schweiz und über die Haager Konvention durch einen Fachoffizier erfolgen soll. Das kann eine Kathedrale, ein Museum, eine Bibliothek oder ein Kloster betreffen, wichtig ist, dass es nicht nur beim Lichtbild oder gesprochenen Wort bleibt. Ausserdem wäre anzuordnen, dass in allen Rekrutenschulen von ihrem zivilen Beruf her geeignete Offiziere, Unteroffiziere oder Rekruten beauftragt werden sollten, eine gut vorbereitete Führung durch ein Kulturdenkmal, allenfalls verbunden mit einem Lichtbildervortrag, durchzuführen. Die Fachoffiziere des Kulturgüterschutzes der Armee können diesen Schulen nicht zur Verfügung gestellt werden, da sie durch die militärische Bearbeitung der Kulturgüter für den Entscheid über die Schutzmöglichkeit, die Herstellung der militärischen Unterlagen, die Teilnahme an Übungen der Stäbe und Führungen von Offiziersschulen und -kursen voll beansprucht sein werden.

Nach der materiellen Seite muss nun auch noch die formelle kurz erörtert werden. Der Neuaufbau macht organisatorisch wenig Schwierigkeiten. Soweit

bereits eingeteilte Offiziere der Stäbe der Feldarmee oder des Territorialdienstes auch noch für die Respektierung der Kulturgüter zu sorgen haben, genügt eine Erweiterung ihres Pflichtenheftes samt entsprechender Einführung. Fachoffiziere sind beim Armeestab bereits vorhanden, doch muss deren Zahl stark vergrössert werden, und es ist ihnen die ihrem Auftrag entsprechende selbständige Stellung zu geben. Das fällt in die Kompetenz des Generalstabchefs. Für die Zuteilung eines Fachoffiziers in die Stäbe der Territorialbrigaden des Mittellandes ist der Bundesrat zuständig. Mit der Schaffung von Organen zur Ueberwachung der völkerrechtlichen Verpflichtungen und der Einteilung einer genügenden Anzahl von Fachoffizieren hat unsere Armee personell die Verpflichtungen erfüllt, die ihr aus dem Abkommen von 1954 entstanden sind.

Keine besonderen Schwierigkeiten bestehen auch in bezug auf die Verpflichtung der Haager Konvention, in Friedenszeiten in die militärischen Dienstvorschriften Bestimmungen aufzunehmen, die deren Einhaltung gewährleisten sollen. Der bisherige Anhang über die Gesetze und Gebräuche des Krieges im neuen Dienstreglement von 1967 ist der Haager Konvention angepasst worden. Die Dienstvorschriften und Weisungen für die Fachoffiziere und Offiziere, die im Nebenauftrag für die Kulturgüter zu sorgen haben, können erstellt werden, soweit sie allgemeiner Natur sind. Karten und Listen der geschützten Objekte anzufertigen, ist erst nach dem Aufbau des zivilen Kulturgüterschutzes möglich.

Weitaus schwieriger ist es, dem neuen militärischen Kulturgüterschutz die notwendige landesrechtliche Grundlage zu schaffen. Die völkerrechtlichen Verpflichtungen der bewaffneten Macht ergeben sich aus der Haager Konvention. Da aber diese nur den Sonderschutz geregelt, den einfachen dem Landesrecht überlassen hat, fehlen für ihn Bestimmungen in der Art des Artikels 8 des Uebereinkommens von 1954. Das Bundesgesetz über den Schutz der Kulturgüter hat in Artikel 21 nur gerade die Aufhebung des einfachen Schutzes bei zwingender militärischer Notwendigkeit geregelt, ohne diesen selbst näher zu bestimmen. Es wäre möglich, dazu landesrechtlich die Form einer Vollziehungsverordnung zu wählen, die sich auf Artikel 4 der Haager Konvention stützt. Anders steht es mit den Beschränkungen des Kulturgüterschutzes im Interesse der Landesverteidigung. Für diese kann man sich nicht auf die Haager Konvention berufen, und es kann auch nicht in das freie Ermessen des Bundesrats fallen, ob er Eigentümern aus militärischen Gründen mit dem Kulturgüterschild den völkerrechtlichen Schutz verweigert und in welchen Fällen er in die gesetzliche Kompetenz der Kantone zur Bezeichnung der geschützten Objekte eingreift. Kein Zweifel kann darüber walten, dass es verfassungsmässig Sache des Bundes ist, hier die notwendige, für alle verbindliche Rechtsordnung zu errichten. Die in Artikel 4 des Bundesgesetzes vorbehaltene Militärgesetzgebung wird deshalb die militärischen Beschränkungen des Sonderschutzes von Artikel 8 der Haager Konvention zu übernehmen und durch jene des Landesinteresses zu

ergänzen sowie die des einfachen Schutzes festzusetzen haben.

Zum Abschluss noch eine grundsätzliche Erwägung! Zwischen dem Ziel der Armee, die dem Gegner mit Gewalt den eigenen Willen aufzwingen muss, und dem Schutz von Kulturgütern scheint ein offener Widerspruch vorzuliegen. Er ist für einen grossen Teil der Angehörigen der bewaffneten Macht auch tatsächlich vorhanden. Sie sehen nur das Ringen um die Ueberlegenheit, den vollen Einsatz aller vorhandenen Mittel, um diese zu erreichen. Wenn sie sich aber fragen würden, für was sie eigentlich kämpfen, so würden sie erkennen, dass nicht etwa das sogenannte «nackte Leben» im Vordergrund steht, sondern das Menschenleben in seiner Kulturform. Das war schon vor Jahrhunderten so, und ebenso hat man damals schon Kulturgüter wie die Klöster und Kirchen von der Kriegsführung ausgenommen. Dank der raschen

Entwicklung der Technik haben sich die Mittel des Kampfes in aussergewöhnlichem Masse verstärkt. Als Ausgleich ist eine vermehrte Anstrengung zur Rettung der Zivilbevölkerung und der Kulturgüter notwendig. Nur damit lässt sich eine «Barbarisierung» der Kriegsformen vermeiden. Das Kriegsrecht muss den Schutz von beiden wesentlich verstärken. Dem einen dieser Ziele dient die Haager Konvention von 1954.

Unser Land ist aussergewöhnlich reich an altem Kulturgut. Unsere Armee ist nur zur Verteidigung unseres Landes bestimmt. Die Schweiz ist zu klein, um in der Weltpolitik mitzusprechen. Wir können aber vorangehen in einem: der Humanisierung des Krieges. Darum ist es nicht gleichgültig, ob wir den Widerstand gegen den Kulturgüterschutz überwinden und versuchen, bei dieser Aufgabe unser Bestes zu leisten.